

**EUROPEAN COMMISSION**

DIRECTION GENERALE POUR L'AIDE HUMANITAIRE & LA PROTECTION CIVILE
Regional Support Office for East and Southern Africa (Nairobi)

RAPPORT DE MISSION

Sujet : Rapport de mission EHA RSO en RCA (surge mission)

Auteur: Jerome BURLOT (WASH Adviser/RSO Nairobi)

Date: Du 15 Septembre au 02 Octobre 2015

Main partners and visited sites list:**Bangui:**

ACF : Eric Besse (Directeur Pays), M. Clunar (Coordinateur EHA)

UNICEF/Cluster EHA : Ahmadou Ba (Coordinateur du cluster, interim)

DRC : Philippe XXX (Directeur Pays), Camara Mahmadou (Coordinateur EHA)

CICR : Jonathan Peasle (Coordinateur WHATHAB), Guy Logier (Coordinateur WHATHAB adjoint), Andreas XXX (Chef de projet WATHAB, Bangui)

TABLE DES MATIERES

1. Executive summary.....	3
2. Revue de rapport.....	5
2.1. TGH rapport final	
2.2. NRC rapport final	
2.3. CICR rapport intermédiaire	
3. Monitoring CICR (Bangui, Kagabondoro, secteur WHATHAB).....	7
3.1. Capacité du partenaire	
3.2. Qualité des réalisations	
3.3. Main findings (Kagabondoro, discussion during meeting)	
3.4. Main findings (Bangui, field visit and meeting)	
4. Cluster EHA meeting, main findings	
5. Recommendations/Issue to follow up.....	h

1. Executive summary

La mission en RCA a été prévue comme une mission “surge” afin d’apporter un support à l’équipe pays en terme de revue de rapport intermédiaire et finaux ainsi que la réalisation d’une visite de suivi des activités menées par le CICR, principalement sur la ville de Bangui. Durant la mission il a également été possible de participer à une réunion du cluster EHA.

La mission a été légèrement affectée par les événements de Bangui qui ont débutés le 26 septembre, de fait le débriefing avec le CICR et certaines vérifications n’ont pu être effectuées.

Le rapport final de NRC souffre principalement d’un problème de renseignement des indicateurs et de justification de ce défaut de suivi, qui affecte la capacité de suivre et d’évaluer l’impact des activités mises en place.

Le rapport final de TGH quand à lui démontre un réel investissement de l’équipe au vu de la quantité d’information fournie. Par contre, une certaine confusion se dégage du rapport notamment du fait de la redondance de certaines informations présentées de manières différentes dans les différentes sections du rapport. Certaines parties du rapport demandent également des clarifications et compléments d’information.

Le problème en termes de monitoring des activités CICR est dû à l’accord particulier de subvention avec ECHO. De ce fait, l’équipe de terrain est incapable d’expliquer ce qui dans leurs activités relève de financement ECHO et ce qui relève de leur propre financement. De plus l’équipe terrain n’est pas au courant du contenu de la single form déposée par le CICR (a priori réalisée au niveau de Genève), et donc des engagements pris dans ce document en terme de modalités de mise en œuvre des activités. De fait, le rapport intermédiaire est écrit à Genève et parfois ne reflète pas les modalités de mise en place des activités, en particulier sur les aspects dit « soft ».

La capacité technique du CICR en termes d’hydraulique et de gestion de travaux est avérée, mais les aspects « soft » et la manière d’intégrer une approche communautaire notamment pour les sous-secteurs de l’assainissement ou de l’hygiène devraient être améliorés. Ainsi, le niveau de contribution des populations et donc de « cost efficiency » des activités reste faible plus d’une année après la phase d’urgence.

Le design des latrines visitées à Mpoko devrait également avoir évolué depuis la phase d’urgence, notamment sur les aspects de préservation de l’intimité des usagers et les aspects de genre (latrine mixte homme et femme).

De plus, des discussions avec le personnel Eau et Habitat du CICR ont montré des problèmes d’harmonisation sur les systèmes de primes des travailleurs communautaires beaucoup plus payés par le CICR que par les autres acteurs EHA.

Je profite de ce rapport pour remercier l’équipe ECHO RCA pour leur accueil, support et leur professionnalisme et efficacité dans la gestion de la crise de Bangui qui a eu lieu lors de ma visite.

2. Revue de rapports

2.1. TGH rapport final 2014/00591/FR/01/01

Commentaire partie WASH du rapport final du projet Foodsec/WASH de Bambari

Reference de la decision HIP: ECHO/CAF/EDF/2013/02000

General:

Le rapport est très complet et détaillée... Merci pour le travail fourni par TGH. Dans l'ensemble le rapport est de qualité malgré parfois une certaines confusions du fait de la redondance de certaines informations. Notamment, un tableau récapitulatif des bénéficiaires par activités, résultat et globalement aurait pu apporter un peu plus de clarté sur cet aspect.

Coherence:

- ✓ Dans la rubrique durée de l'action en jours, TGH mentionne 16 (??)
- ✓ Dans le rapport est mentionné page 4, que la construction de latrine ciblant les élèves des écoles de Bambari... permet d'étendre l'assistance aux nouveaux déplacés...et permet d'actualiser le ciblage des populations les plus vulnérables. Est-ce que TGH peut expliquer la logique ??

Coordination, suivi et synergie :

- ✓ Répartition des tâches entre CICR et TGH pour la réhabilitation de la station de production d'eau potable de Bambari (principal stratégie de sortie du water trucking...) ?? Ou en est TGH sur cette activité (non financer par ECHO), fin prévue ?? éventuellement contraintes rencontrées ??
- ✓ TGH mentionne qu'afin d'améliorer la quantité d'eau disponible certains puits ont été sur creuser, pouvez-vous en estimer l'impact en terme de quantité d'eau additionnelle ??
- ✓ Y a-t-il eu des contrôles de résiduel de chlore aléatoire au niveau des habitations des usagers (WASH policy ECHO) ??? si oui qu'elles en sont les résultats ??

Bénéficiaire et indicateur :

- ✓ Qu'elle volume de population a bénéficié d'activités WASH mais pas Foodsec et inversement ??
- ✓ Populations ayant bénéficié de distribution vivrière ou d'intrants sont-ils différents de ceux ayant bénéficié du cash for work ??
- ✓ Qu'elle a était le résultat de la vérification de la sélection des bénéficiaires du cash for work réalise sur 10% des personnes listées ??

- ✓ Qu'elle a été le mode de pondération de l'indicateur 2 du résultat 1 du fait de la non prise en compte initial de la valeur nutritive des aliments consommés ?? valeur initial 47, cible 30 et atteint 50 ???
- ✓ Dans le même cadre pour l'indicateur 1 du résultat 1, il est mentionné dans le rapport : *Pour ces raisons, la valeur (cible) retenue est inférieure aux 80% préconisés dans le e-single form, et définie à 70%.* Donc comment explique la valeur final atteinte de 97% ??
- ✓ TGH mentionne une amélioration significative par rapport à la valeur intermédiaire notamment (afflux/mvt de population) des taux usagers par latrine. Par contre, pour qu'elle durée ?? dans le sens où les fosses se remplissent a priori assez rapidement dans ce type de setting, donc qu'elle est la durée de vie moyenne des fosses ?? qu'est-il prévu une fois les fosses pleines ??? et comment le ratio évoluerait sans construction additionnelle dans les mois à venir (en se basant sur les dates de construction et la durée de vie moyenne des fosses) ???
- ✓ En ce qui concerne l'indicateur lié aux distributions de savon qui mentionne une cible de population de 28 800pp en distribution mensuel. Dans le rapport est présent un commentaire en rouge (pas dans partie INT or FIN) qui mentionne que l'indicateur aurait dû être plutôt nb de personnes ayant bénéficié d'au moins une distribution de savon... Ensuite dans le rapport final ils annoncent 39 000 bénéficiaires sont annoncés, mais 12900 savons distribués sous le financement ECHO le reste sous financement UNICEF, avec la mention de de 12600 savons (3x4200) dans le rapport financier. A expliquer plus clairement ??

Durabilité/ pertinence de l'action :

- ✓ Qu'elle est la stratégie définie par TGH pour assurer la durabilité des motopompes fournis dans le cadre de l'activité 4 du résultat 1 ??
- ✓ Dans le rapport est mentionner qu'à Grimari le water trucking à continuer après le départ des déplacés pour les 5000 personnes de la localité, ensuite 422 nouveaux déplacés sont arrivées. Qu'elle est la logique/pertinence de continuer ce type d'activité non durable pour une population résidente ?? les 422 déplacés additionnels n'auraient-ils pu être alimentés par les ressources existantes ??
- ✓ Qu'elle a été la stratégie de réalisation des tests bactériologiques ?? le rapport ne mentionne aucun coliformes trouvés ?? nous parlons de l'eau post chloration ?? à domicile ?? au point d'eau ??? combien de tests ont été réalisés ??
- ✓ Suite à des échanges en juin avec Joel Terville HQ WASH Technical Advisor, il avait été convenu de ne réaliser des tests bactériologiques évidemment que si l'eau ne possède pas de résiduel de chlore et de manière aléatoire dans les ménages, à l'avenir...
- ✓ Qu'elles sont les principales problématiques épidémiologiques liées à l'accès à l'eau ?? il est mentionné dans le rapport que la chloration des points d'eau/puits se justifiait notamment par le fait que la nappe captée par les puits est contaminée et qu'avant la crise la population de

Bambari avait un accès à une eau chlorée, ce qui est vrai mais a priori il y avait déjà de gros problèmes de qualité d'eau (pb de turbidité qui induisait une faible efficacité de la chloration, source : CICR). Est-ce que TGH pense améliorerait globalement le niveau de qualité d'eau avec son activités ?? ou juste remettre en fonction le réseau avec le même niveau de qualité ?? dans ce cas comment arrête-t-on la chloration des puits ??? TGH réhabilite d'avantage de forage ce qui a du sens, mais est-il faisable/pertinent d'imaginer à terme (dans une logique de transition avec le développement/LRRD) une stratégie d'accès à l'eau par zonage avec pour les puits bénéficiant de point de chloration et n'ayant pas d'option alternative à terme (réseau, forage) une distribution de filtre en céramique (sauf si problématique sanitaire non traitable avec ce type de filtre : hépatite...) pour les usagers de ces équipements ?? existence de fournisseurs locaux ??? niveau de pratique ??? cout ???

Page 8 est mentionné chloration de 2 forages fonctionnelles ?? j'imagine que les forages captent une ressource mieux protégée que les puits, donc pourquoi chloration de l'eau de ces forages ??? Est-ce uniquement pour garantir un résiduel en cas de post contamination ?? si oui, est cela peut présenter une contradiction avec le fait de vouloir réhabiliter plus de forages pour sortir des points de chloration.

2.2. NRC rapport final

Commentaires sur rapport final NRC RCA, ref. : 2014/00533/FR/01/01

Reference de la décision du HIP : ECHO/CAF/EDF/2013/02000

Titre de l'action: Integrated emergency response for people affected by conflict and displacement in the Central African Republic

General:

Le rapport présente des niveaux de qualité et de pertinence très variable dans son contenu. Certaines parties sont non seulement faibles mais peu pertinente. Les justifications des défauts de mesure de 5 indicateurs ne sont pas acceptable à mon sens et permette de douter de qualité d'analyse et de suivi de NRC en RCA. La partie sur le R3 et le R2 à moindre niveau reste la partie la plus faible du rapport. La partie R4 semble relativement correct et la partie R1 proche de l'acceptable.

Bénéficiaires :

- Nombre total de bénéficiaires initiales 27 667 personnes, nombre total de bénéficiaires finaux 20 000 personnes. Justifier le delta sur le nombre global de bénéficiaires ??
- Malgré la différence en nombre de bénéficiaires, leur composition par classe d'âge et genre semble quasiment la même, ceux qui paraît étonnant et rend suspicieux sur la fiabilité des chiffres présentés.
- Dans le rapport est mentionné que les communautés ont contribué en fournissant des agrégats dans le cadre des activités de réhabilitation : graviers, sable... ces matériaux ont été fourni gratuitement ou payer par NRC ???

- Dans la partie détail des bénéficiaires du résultat 1, NRC mentionne 5218 bénéficiaires pour les sessions de sensibilisation, 554 pour l'activité ICLA, 204 qui ont bénéficiés de formation. Soit environ 6000 personnes. Par contre, au niveau du total de bénéficiaires final NRC mentionne 8982 personnes ??? Explication ??
- R3 : sur les 88 vendeurs sélectionnés dans le projet seulement 8 étaient des femmes, peuvent-ils justifier ???
- R3I1, sur les 2920 personnes ciblées par l'activité de cash support, finalement 1000 personnes ont bénéficié de cash quand 1920 personnes ont bénéficié de distribution d'outils. Peuvent-ils expliquer un peu plus clairement ce changement ??
- R3I2, NRC mentionne une cible initiale de 1500 personnes, puis une valeur atteinte de 2040, puis dans les commentaires ils ne parlent plus que de 1500 personnes ??? peuvent-ils expliquer ??
- R4I2, NRC mentionne une valeur initiale cible de 30 et un résultat final de 90, comment justifient-ils un si grand écart ???

Indicateur et suivi des résultats et objectifs :

- Objective Spécifique 3 : NRC mentionne que cet indicateur n'a pas pu être mesuré. Très bien, mais qu'elle alternative propose-t-il pour mesurer l'impact sur cet indicateur ??
- Objective Spécifique 4 : une fois de plus l'indicateur n'a pas été mesuré. L'explication apportée ne me semble pas acceptable. 2 sources d'information étaient prévues au départ les centres de santé et l'intégration des questions de santé dans l'enquête CAP. NRC justifie l'absence de mesure de cet indicateur du fait qu'ils comptaient avant tout sur les centres de santé et on donc négliger l'enquête CAP. Dans tous les cas à partir du moment où ils mentionnent deux sources d'information celle-ci devraient être appliquées, de plus deux sources d'information sont en générales le minimum pour permettre un croisement de l'information et évaluer la fiabilité des données collectées. Les centres de santé ont été dysfonctionnelle durant tout le projet, cela n'a pas été découvert à la fin étant donné que dès le début du projet une baseline aurait dû être renseignée. NRC aurait donc dû dès le départ proposer des solutions alternatives et au minimum prendre en compte la deuxième source d'information prévue initialement.
- R2I3, pour la troisième fois dans le rapport NRC mentionne un indicateur qui n'a pas pu être mesuré et qu'ils ont oublié de modifier dans le cadre de la MR. Ils précisent qu'ils ont surestimé la valeur cible et qu'ils ont commis une erreur de remplissage de la SF. Cela commence à faire un peu trop. Explication peu convaincante. Qu'il y est des problèmes est compréhensible mais que dans ce cas il ne propose pas d'indicateur alternatif, mais simplement constate que cela n'a pu être fait, est à mon sens peu acceptable. Indépendamment de la SF, nos partenaires sont censés suivre leurs activités et leur impact...
- R3I5, NRC une fois de plus (4ème indicateurs dans le même cas) mentionne que cet indicateur n'a pas pu être renseigné et que celui-ci aurait dû être revu au moment de la MR et que par erreur ils ont oublié de mentionner dans la MR, cela commence à être un trop, sachant que une fois de plus il ne propose pas d'alternative. Cela rend suspicieux sur la pertinence non seulement

de la proposition initiale et sur la capacité d’NRC à comprendre et suivre ce qu’ils font, et analyser un contexte d’intervention...

- R3I3, 5eme erreur donc la justification n’est à mon sens pas acceptable. Dans le rapport final cet indicateur est renseigné à hauteur d’une atteinte de 100%, puis dans les commentaires généraux sur le résultat NRC mentionne que cet indicateur n’a pas été renseigné car il a été jugé pas assez « SMART ». Pourquoi l’ont-ils choisi dans ce cas, et surtout pourquoi n’ont-ils pas proposé une alternative plus SMART à leur sens ???

Activités et résultats :

- R1I1, NRC mentionne 653 personnes formes, pourraient-ils détailler un peu plus les modalités de formation : combien de formation ? combien de personnes par formation ?? formation pratique ? théorique ?
- R1I3, NRC mentionne la production de deux rapports de « lesson learnt » sur le projet pilote (approche HLP), en même temps ils expliquent que ceux-ci ont été financé par d’autres bailleurs ??? Peuvent-ils expliquer vu qu’ils sont mentionnés comme activités dans la SF. NRC devrait a priori les adjoindre aux annexes du rapport final.
- R3A1, formation de 902 personnes, pourraient-ils détailler un peu plus les modalités de formation : combien de formation ? combien de personnes par formation ?? formation pratique ? théorique ?
- La partie « lesson learnt » n’est pas très pertinente et aurait pu être un peu plus développé

2.3. CICR rapport intermédiaire

Commentaires sur la partie WASH du rapport intermédiaire CICR

- Le rapport mentionne une participation communautaire dans les couts d’exploitation et de maintenance des équipements hydrauliques. Pourrait-il préciser les modalités de cette contribution (qui ne semble pas effective sur le terrain) : montants et fréquences, mode de collecte ??
- Les bénéficiaires des actives d’hygiène promotion sont-ils comptabiliser dans les données présenter par volet urbain, rural et urgence ?? De manière général serait-il possible de présenter le mode de calcul des bénéficiaires qui semblent confus dans le rapport dans les différentes données présentés par résultat, activités et au niveau global ? Notamment, le nombre de maisons réhabiliter est de 3120 dans la section bénéficiaires update et de 572 dans la section résultat update, de plus le nombre de bénéficiaire des activités d’urgences ne correspondent pas entre les différentes sections du rapport dans lesquels il est présenté.
- Comment l’impact de l’OS2 (...water committee in rural and government for urban areas show responsibility for maintenance...) est mesure en milieu rural? Et qu’elles sont les premiers résultats obtenus??
- Qu’elles sont les sources de vérification/paramètre suivi en ce qui concerne :

- Record on water point usage?
- Water quantity analyze ?
- Problème avec l'indicateur 1 du résultat 2 : la référence étant en nombre de personne alors que les valeurs initiales, ciblées et intermédiaire atteinte sont en quantité d'eau. *Devrait être harmonisé.*
- Le rapport dans les sections par activités mentionnent 190 000 personnes adopt appropriate practices in terms of water uses, traditional HH latrine and personal hygien. Cela semble un peu irréaliste (les changements de comportement durable prenant généralement du temps et sont rarement atteint à travers des projets humanitaires), ainsi pourrait-il préciser comment cette donnée a été mesure et vérifier ?? Notamment parle-t-on de population déplacés ou de population résidente ??
- L'indicateur 5 du résultat 2 ne présentent pas de valeur intermédiaire, alors que les commentaires sur l'indicateur mentionnent 180 000 bénéficiaires pour 2014, et 45 000 en 2015 qui ont été comptabilisé dans ceux de 2014 mais qui continue à bénéficier de service d'urgence. Selon la WASH policy d'ECHO les services d'urgence ne devrait excéder 6 mois, peut-on toujours parler d'activités d'urgence au-delà d'une année ?

3. Monitoring CICR (Bangui, Kabagondoro, secteur Eau et Habitat).....7

La visite a été précédée d'un briefing avec le Coordinateur Eau et Habitat (Jonathan Peasle) et son adjoint (Guy XXX) sur les activités menées par le CICR (date le 21/09/15). Les activités Eau et Habitat menées à Kababondoro ont constituées le plus gros volet de la discussion. La visite de terrain a eu lieu le Mercredi 23 Octobre 2015 de 9h à 14h30 en compagnie de l'ingénieur de projet Andreas XXX et de son assistant Charlemagne XXX. Du fait des événements récents en RCA, le débriefing n'a pu être organisé (confinement des équipes). La visite à Kababondor n'a pu être réalisée du fait de la non disponibilité du responsable du projet et de contraintes sécuritaires.

Le problème en termes de monitoring des activités CICR est dû à l'accord particulier de subvention avec ECHO. De ce fait, l'équipe de terrain est incapable d'expliquer ce qui dans leurs activités relève de financement ECHO et ce qui relève de leur propre financement. De plus l'équipe terrain n'est pas au courant du contenu de la single form déposé par le CICR (a priori réalisé au niveau de Genève), et donc des engagements pris dans ce document en terme de modalités de mise en œuvre des activités.

3.1. Capacité du partenaire

Techniquement il semble clair que l'équipe eau et habitat du CICR est compétente, bien dimensionnée, bien équipée et dynamique mais largement orienter « hardware ». Le volet « software » et les aspects liés à l'approche communautaire et notamment à la contribution des bénéficiaires est assez négligé par le CICR. Pour les volets techniques liés notamment aux infrastructures hydrauliques le CICR est surement l'organisation la plus compétente de RCA. Les aspects d'optimisation des couts pourraient également être améliorés. Par contre, il y a un certain manque de vision sur l'évolution dans le temps des designs de latrine notamment.

3.2. Qualité des réalisations

Sur ce qui a pu être observé, la qualité en général est correcte mais certains contrôles et vérifications techniques devraient être réalisés. De plus, le design des latrines construites il y a un an et demi correspondent toujours à un « setting » de première phase d'urgence, et certains aspects du design devraient avoir été revus et améliorés.

3.3. Main findings (Discussion sur les activités de Kabagondoro)

En raison du problème de sécurité récurrent, le suivi du projet est partiellement réalisé en mode « remote ». Cet aspect de la sécurité a également largement influencé le ciblage des zones d'intervention. Le CICR a su s'affranchir du besoin de water trucking en assurant l'approvisionnement en eau potable à partir d'un forage existant au niveau de l'évêché et la pose d'une conduite d'adduction temporaire. Ainsi, le CICR alimente environ 15 000 personnes déplacées.

Le ratio de latrine est hors standard et se justifie en partie par des problèmes d'espaces sur le site. Le CICR construit des blocs latrines en dur (180 000 FCFA/5 cabines de latrine ; environ 520 euros/latrine, ce qui est relativement élevé pour des structures qui doivent être démontées et reconstruites tous les 4-6 mois). Le type de design en dur se justifie par le ratio important d'utilisateurs par latrine qui ne peut être amélioré pour des questions d'espaces. Le fait est au vu de la durée de vie des structures (liée au remplissage de la fosse) qu'afin d'optimiser l'investissement une partie des matériaux de la super structure devraient pouvoir être déplaçable/récupérable.

L'hygiène promotion est réalisée par la CR RCA sur la base de l'approche PHAST 7 étapes (version courte). Le personnel a a priori bénéficié de formation adaptée sur la mise en place de l'approche PHAST. Cette activité est peu suivie par le CICR et semble mise en place de manière assez standard. L'activité devrait être plus pragmatique et ciblée, afin de traiter les problématiques propres au site, soutenir les autres activités et non un package holistique.

Dernier problème noté est lié à un défaut dans l'harmonisation de la stratégie du CICR au niveau des primes pour les travailleurs communautaires (nettoyage de latrines, hygiène promotion, ...). Alors que le cluster et l'ensemble des partenaires sont à 2500 FCFA/jr et se dirige vers 1500 FCFA/jr (suivant milieu rural ou urbain), le CICR est à 5000 FCFA, ce qui est au-dessus du salaire moyen en RCA et induit un niveau de dépendance des fonds humanitaires important qui devraient être diminués progressivement. Cet aspect peut également être une source de conflit entre le personnel des différents intervenants humanitaires de la zone, tout en rendant l'action moins efficace.

3.4. Main findings (Bangui, field visit and meeting)

Visite de deux stations de pompage, du site de Mpoko et de la station de traitement de l'eau:

Les activités WATHAB de Bangui se concentrent, sur le camp de Mpoko où environ 15 000 personnes résident toujours : alimentation en eau potable, gestion d'un parc de 100 latrines, un peu de drainage ; le réseau d'eau de Bangui avec : support en matériel d'analyse de l'eau et intrants de traitement, renouvellement de 3,8 km de conduite (DN 500 à 250 en PEHD), mise en place de backup énergétique et pompes... ; des actions de réhabilitation au niveau de l'hôpital de Bangui.

La plupart des activités ciblées par le CICR dans le sous-secteur de l'eau potable sur le réseau de Bangui ont été proposées par la SODECA (société publique de gestion du réseau d'eau potable). La pertinence des activités ciblées a été vérifiée et validée par les équipes techniques du CICR. La stratégie du CICR est basée sur des actions d'urgence limitant les risques d'effondrement du service minimum et cible des actions à fort impact.

Les activités sur le réseau d'eau potable sont coordonnées avec les institutions locales en charges ainsi que avec UNICEF qui investit également sur le réseau.

Durant le meeting, CICR nous a informé que en plus de UNICEF la banque mondiale (montant ??), la BAD (montant ??) ainsi que un fond saoudien (à hauteur de 7M d'euros) ont prévu d'investir sur le réseau.

Dans le cadre de son projet de support à la SODECA, le CICR a fourni un grand nombre de matériels d'analyse d'eau qui nécessite un approvisionnement en réactif régulier et coûteux, et difficile localement. Le CICR a prévu de fournir ce support sur une période de 3 mois, ensuite il est prévu que la BAD prenne le relais. A suivre... Une pompe doseuse de chaux en panne a été envoyée pour réparation au Cameroun il y a un an, sans retour ?? Mise à part cela la station semble bien gérer techniquement.

De manière générale, le personnel de la SODECA est très engagé dans sa mission qu'il essaie de remplir malgré un manque de moyen affligeant (1 pick up, une pelle mécanique qu'ils doivent manipuler latéralement avec des cordes car le moteur est défectueux...).

Mpoko :

Les structures de stockage et distribution d'eau existantes sont alimentées en situation normale par le réseau SODECA que le CICR paie sur la base d'un tarif social à 200FCFA/m³, et lors de problème sur le réseau, l'alimentation est assurée par camionnage d'eau avec un prix de l'eau à 5000FCFA/m³.

Le camp manager est PU AMI. Le CICR ne reçoit pas de mise à jour régulière du suivi de la fonctionnalité des équipements sanitaires du camp, et notamment des latrines. Ainsi, le nombre de latrine fonctionnelle, nécessitant un décomissionage et fermeture des fosses, à vidanger à court terme n'est pas connue. La plupart des partenaires qui sont intervenus dans le camp dans le domaine WASH se sont désengagés, ce qui conduit à une situation qui pose un sérieux problème sanitaire avec un grand nombre de latrine laissées à l'abandon et dont les fosses sont pleines, ou dont les fosses sont érodées et risquent à terme de s'effondrer. Par principe, les partenaires devraient être responsables de ce qu'ils font et appréhender ce type de problème avec leur propre capacité ou en identifiant un autre acteur capable de gérer ce problème qui à terme peut porter préjudice à la situation sanitaire du camp même si celui-ci est près de sa fermeture. Si l'environnement est clairement moins dense, il reste malgré tout une population relativement importante sur le site avec un risque sanitaire avéré. Certains partenaires ont tenté de mettre en place un système de vidange communautaire, qui a priori ne fonctionne pas.

Les autorités Centrafricaines veulent fermer le camp et ainsi le niveau de service est censé ne pas s'améliorer, de ce fait dans ce genre de situation le suivi des risques sanitaires devient crucial. IOM a

priori prévoit une prise en charge des populations les plus vulnérables en terme de relogement, et notamment les personnes âgées.

Le CICR à reporter que les principaux rencontrés dans la gestion de leurs activités sont : la sélection des journaliers bénéficiant de prime et le pillage des équipements.

Principaux problèmes observés :

- Problème d'harmonisation des primes de travailleurs communautaire qui sont fixe par le CICR a 3230FCFA/jr au lieu de 2500FCFA/jr voir 1500fcfa/JR. 50 journaliers en rotation tous les 15 jours.
- Fréquentation des points d'eau par les populations des quartiers environnant du fait que l'eau est gratuite.
- Pas de contrôle des résiduels de chlore au point de distribution et chez les ménages par le CICR. Cela était réalisé au préalable de manière aléatoire par MSF et l'ANEA¹/DGH², mais plus aujourd'hui. L'eau du réseau est censée être chlorée au départ mais les risques de post contamination sur ce type de réseau dysfonctionnel avec des mises en dépression fréquentes, est fort.
- Le design des latrines visitées correspond à un design d'urgence qui aurait dû être amélioré 1 and et demi après leur construction. Les portes sont constitué de bâche volante ce qui constitue un problème d'intimité accentuer par le fait que les blocs latrines sont mixtes et non séparé entre femme et homme. Des blocs latrines spécifiques ont été mis en place pour les enfants et ne possèdent plus portes. Le CICR a enlevé les portes dans le but de lutter contre l'usage de ces latrines par les adultes (qui de la sensibilisation).

Visite de la station de pompage SODECA³ SP3 :

Le CICR a procéder a la mise en place de nouvelle pompe et d'un générateur de 275kVA sur le site. Le générateur est un backup. Les pompes sont des pompes KSB de 55kW, avec des performances de 185m3/h pour le débit et de 46mCE pour la pression. Ce sont des équipements très couteux qui doivent être correctement protégé, notamment par l'utilisation de ballon anti béliet dont le dimensionnement est adapté à la charge hydraulique et au diamètre et longueur de la conduite de refoulement. Le générateur semble correctement dimensionner si on prévoit d'utilise 3 pompes en même temps, ce qui a priori est exceptionnel notamment du fait d'un problème sur la régulation des structures de stockage. En effet, la bâche de pompage de la station est constituée d'un réservoir connecté par trop plein à un autre réservoir pour une capacité total de 6500m3. La fonctionnalité du volume de stockage n'est pas optimiser dans cette configuration et pourrait être relativement facilement amélioré (non prévue par le CICR).

Il existe un anti béliet au niveau de la station de pompage mais dont le dimensionnement (200L, 5 bars) par rapport au besoin devraient être investiguer, notamment lors de l'utilisation de plusieurs pompes.

¹ Agence Nationale de l'Eau et l'Assainissement, milieu rural

² Direction Générale de l'Hydraulique

³ Société publique d'exploitation du réseau d'eau, Bangui et milieu urbain

Dans tous les cas, cet aspect doit être vérifié par le CICR pour s'assurer de la bonne protection des pompes et donc de leur durabilité. Le CICR ne savait pas quel type d'anti-bélier était utilisé (air, air-eau), sa pression de service pour vérifier sa fonctionnalité, ce qu'il devrait savoir notamment du fait que des experts de l'OIEAU⁴ ont visités ces stations.

Deux types de formations ont été dispensés au personnel de la SODECA par l'OIEAU :

- Gestion et réparation des groupes de pompes
- Gestion de réseau d'eau potable

L'OIEAU est un très bon organisme de formation dans le domaine de l'eau et l'assainissement et les formations proposées sont pertinentes et de qualité.

Visite de la station de pompage primaire sur l'Oubangui, SP1 :

4 pompes Leroy Somer de environ 132kW (Q=500m³/h ; HMT= 57 mCE, point de fonctionnement non connue) très anciennes qui marche en parallèle, donc pas de backup, un anti-bélier avec un compresseur en état de marche. Les risques de pannes sur les pompes sont importants. Un moteur de pompe a été changé récemment avec des fonds UE par UNICEF qui a priori a un projet pour cette station qui en a grand besoin. La station est alimentée en énergie par le réseau électrique de ENERCA, dont l'alimentation peut être aléatoire. Un très vieux générateur (moteur DEUTZ) de 500kVA sert de backup mais ne peut en principe démarrer qu'une seule pompe sur les 4. Vu la vétusté des équipements leur rendement est très faible, par conséquent le coût de pompage du m³ d'eau en est largement augmenté. A suivre (projet UNICEF, sinon potentiel pour LRRD)... A priori, une des pompes a été remplacée sous financement UE (DG ECHO), à confirmer...

4. Recommendations/Issue to follow up (monitoring CICR)

General :

- Harmoniser le système de prime pour les travailleurs communautaire et assurer une réduction de la dépendance financière progressive (passage à l'«inkind », réduction des montants annoncée à l'avance...)

Eau potable :

- Vérifier que les protections anti-bélier des pompes soient fonctionnelles et correctement dimensionnées. Vérifier le respect des pressions de services des anti-béliers.
- Vérifier les capacités de backup énergétique au niveau des stations de pompes de SODECA.
- Assurer la complétude des équipements d'analyse d'eau fournie à la SODECA de manière à assurer leur fonctionnalité.
- Mpoko : Assurer un minimum de contrôle du résiduel de chlore au niveau des points de distribution et réaliser de manière aléatoire des contrôles au niveau des ménages au minimum de manière ad hoc.

⁴ Office International de l'Eau, Limoges (organisme de formation)

Assainissement :

- Améliorer le niveau d'intimité des latrines
- Différencier les blocs latrines pour homme et pour femme
- Utiliser plutôt du chlore à 0,05% pour les stations de lavage de mains, plutôt que de faire de l'eau savonneuse, qui rend le rinçage difficile
- Essayer de mettre en place un système de bouchon sur les trous de latrine fixe (pour éviter qu'ils disparaissent après peu de temps) et si possible manipulable avec les pieds
- Le coût de construction mais à un certain niveau d'entretien des latrines devraient être optimisés. À cette fin, notamment, la récupération (mobilité) notamment des matériaux utilisés pour la construction devrait être valorisée au maximum du possible.

Promotion à l'hygiène :

- Améliorer la complémentarité et le ciblage entre les activités d'hygiène promotion et les activités d'assainissement, de drainage, d'accès à l'eau potable, de suivi des vecteurs de risques sanitaires et les pratiques d'hygiène :
 - *Ciblage : mobilisation/organisation communautaire, mauvaises pratiques, mauvaises utilisations des équipements sanitaires, suivi vectoriels, maintenance...*

5. Cluster EHA meeting, main findings, recommendations and issue to follow up

Participation au meeting du 16 septembre 2015 mené par Ahamadou Ba (Interim du cluster lead).

La participation au meeting du cluster WASH a permis de mettre en lumière certains défis, problèmes ou dysfonctionnement non seulement en ce qui concerne la coordination mais également la réalisation et le suivi des activités mis en place par nos partenaires.

Apparemment un certain nombre de problèmes ou de confusion sur d'éventuelles duplications de projet ont été soulevés par les participants. Exemple rapporté :

- Partenaires venant réaliser une intervention ponctuelle type changement de robinet sur une réhabilitation d'ouvrage préalablement réalisée par un autre partenaire qui en profite pour retirer la visibilité de partenaires précédents pour mettre la sienne.
- Partenaires ayant réalisé une réhabilitation de mauvaise qualité qui conduit à une perte de fonctionnalité d'un équipement rapide avec un autre partenaire obligé d'intervenir car cela affecte d'autres activités qu'ils mènent.

Ainsi les problèmes liés à la visibilité ont été évoqués. Il a été proposé de mentionner dans les panneaux de visibilité les travaux réalisés et que ces panneaux puissent être également utilisés dans le cadre de campagnes d'affichage de sensibilisation ou d'information... afin d'être plus efficaces.

La discussion sur la visibilité a pris plus du tiers du temps global du meeting ce qui ne semble pas très efficace et pertinent.

Un problème de gestion de l'information a été observé notamment dans la mise à jour de la matrice 3W de coordination rencontre également des retards importants qui peuvent en partie expliquer ce type de problème de coordination. Les outils de suivi des activités (*fiche de collecte d'information base sur le modèle de l'ANEA*) devraient être revus afin d'être plus facile d'utilisation, plus pertinent, plus réaliste et plus fiable. Cela est en cours d'améliorations... à suivre...

Ensuite la discussion a porté sur les TWG. 4 TWG étaient normalement censés être actifs :

- Camionnage d'eau
- KBF (Kiosque, Borne Fontaine), a priori le plus actif
- Assainissement
- Hygiène promotion

Mis à part pour le groupe KBF, la valeur ajoutée de ces groupes semble quasi nulle du fait d'un manque de dynamisme due à des problèmes d'implication des participants et de l'absence d'un agenda clair.

Il a été convenu de revenir à 3 groupes :

- Hygiène promotion
- Assainissement (vidange)
- Gouvernance de l'eau

Il est essentiel que ces groupes aient des ToR clairs avec planification des productions des groupes. La dynamique des groupes doit être suivie par le cluster. Les thèmes et objectifs de ces groupes doivent être pragmatiques, répondre à des problématiques concrètes rencontrées par les partenaires. Ils doivent clairement contribuer à apprendre de ce qui est fait et assurer une dynamique d'améliorations générales et notamment dans l'efficacité et l'efficience des réponses apportées par la communauté WASH humanitaire. Les volontaires participants devraient être éjectés après un certain nombre d'absence. De plus ces groupes réunissent trop de participants pour avoir des discussions efficaces et productives. Idéalement ces TWG devraient intégrer 3-5 maximums participants actifs...

Le cluster devrait également être capable de construire et mettre à jour une base de données techniques qui permettrait de centraliser et disponibiliser les données techniques existantes nécessaires pour planifier, identifier et dimensionner correctement et efficacement des solutions techniques... Dans le même esprit le cluster devrait permettre de capitaliser un minimum les connaissances acquises et existantes...

Le COS (comité d'orientation stratégique) est a priori entrain d'être redynamisé avec la production de ToR, à récupérer et à suivre... Il a été convenu durant la réunion que la DRH (Direction de l'Hydraulique National) fasse partie intégrante du COS. Si cela paraît légitime, attention à ce que l'orientation de l'aide soit toujours basée sur des besoins et une priorisation objective de ceux-ci, à suivre...

Le HNO (Humanitarian Needs Overview) a également fait partie des sujets de discussion. Le HNO est l'outil de priorisation des besoins par secteurs, sous-secteurs et par zones d'intervention. La priorisation est basée sur un certain nombre d'indicateurs. Les indicateurs retenus pour le WASH sont :

- Taux de diarrhée
- Couverture en latrine
- Accès à l'eau
- Malnutrition (MAG)

L'indicateur couverture en latrine semble peu pertinent si on s'intéresse aux communautés résidente et zones de retours du fait que structurellement l'ensemble du pays est très pauvre à ce niveau. De plus l'impact sanitaire du manque de latrine varie en fonction de différents paramètres liés à la densité de population, l'environnement sanitaire, les pratiques d'hygiène et de défécation (enfouissement ou pas...)... Le manque de couverture en latrine n'est pas systématiquement et directement significatif d'un problème sanitaire ... Il faudrait pondérer cet indicateur en fonction des paramètres énoncé préalablement.

La documentation d'orientation stratégique du cluster devait également être discuté lors de la réunion, mais cela a été reporté du fait que cluster lead ne trouvait plus le document et que la plupart des partenaires n'en avait pas pris connaissance.

ACF durant la réunion à proposer de fournir si financement disponible une ressource pour la co facilitation du cluster. Pour l'instant l'intérêt de ce type de position devrait être discuté de manière plus approfondis, ainsi que le type de profile et les attentes (job description, ToR, type de capacité et « expected output/deliveries »...). Ensuite, dans le cas où cela semblerait pertinent, le poste devrait avoir des rendus clairs et concrets facilement « observable » et évaluable...et éviter que la seule valeur ajoutée soit de « ticker la box co-facilitation... ».

Des problèmes divers ont ensuite été soulevés :

- Complainte de certaines paroisses qui ont accueilli des idp's (reporter par cluster lead CCM) mais déjà réglé par Oxfam >
- Nécessité d'une remise à niveau WASH dans les camps

Recommandation cluster WASH : la dynamique de retour se poursuivant et les fonds diminuant, il est recommandé de diminuer progressivement le niveau de service offert dans les camps. Si cela est pertinent et a du sens, cela implique par contre un suivi rigoureux et régulier de la situation sanitaire afin de prévenir les risques sanitaires inhérents, à suivre...

Le cluster s'est terminé avec la présentation d'un projet IOM-UE nommé projet Siri. Les objectifs de ce projet sont :

- l'injection de finance dans l'économie locale avec des actions de cash for work...,
- la promotion de la cohésion sociale à travers le financement d'activités communautaires
- de présenter les avantages du « vivre ensemble » à travers des activités communautaires, culturelles et sportives...

Si le projet semble intéressant il offre des risques de duplication importants (projet multi sectoriel...) qui devrait être suivi. Des ONG locales (voir internationales) peuvent proposer des actions suivant ces objectifs

jusqu'à une hauteur de 1M de FCFA. Les possibilités de synergie/complémentarité avec nos financements devraient être exploré (projet shelter et cohésion social ACTED-DRC, ...).

La présentation en soit était mauvaise, la grande phrase ayant été : « A travers le cash for work on finance les bénéficiaires eux-mêmes... »

Questions à suivre sur le projet Siri, IOM-UE:

Comment ils s'assurent qu'il n'y est pas de duplication ???

Comment ils s'assurent qu'il y est de la synergie ???

De manière générale, le cluster est peu dynamique, peu pertinent et peu structurer... Sa capacité de support/capitalisation est limitée et pourrait largement être améliorée, mais malgré tout il semble qu'une certaine dynamique d'amélioration soit en marche, à suivre...